



**FRANCE**

# Pour sa première rentrée scolaire, Blanquer face à la grogne syndicale

- Les 12,4 millions d'élèves des écoles, collèges et lycées reprennent à partir de lundi le chemin de l'école.
- Le déploiement des classes de CP dédoublées et la diminution des contrats aidés crispent les syndicats enseignants.

**ÉDUCATION**

Marie-Christine Corbier

[@mccorbier](#)

C'est la rentrée des classes pour plus de 12,4 millions d'élèves. Et elle se déroule déjà dans un climat tendu, à entendre les réactions vives des syndicats d'enseignants et celles des collectivités locales sur la diminution des contrats aidés.

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, avait promis dès son arrivée qu'il ne chamboulerait pas tout, que l'école avait besoin d'une certaine continuité. Les organisations syndicales avaient salué son sens du « dialogue social », lors des tout premiers rendez-vous. Mais les inflexions survenues depuis trois mois inquiètent.

**Des mesures déroutantes**

Après des décennies de critiques entendues sur les classes surchargées, l'emblématique mesure des CP à 12 élèves pour faire réussir les élèves qui ont le plus besoin d'aide aurait pu susciter davantage d'adhésions que de crispations. Mais le redéploiement d'autres postes – les maîtres supplémentaires – pour alimenter les classes de CP dédoublées passe mal. D'autant que le ministre assure qu'il est essentiel d'évaluer les dispositifs, mais qu'il n'a pas attendu l'évaluation de 2019 qui était prévue pour le dispositif mis en place par le gouvernement précédent. Les syndicats accusent aussi Jean-Michel Blanquer de fragiliser les postes de remplaçants pour mettre en œuvre

la mesure phare du gouvernement. D'autres réformes menées tambour battant, comme la remise en cause de l'obligation des cinq matinées de classe en primaire, déroutent.

En trois mois, Jean-Michel Blanquer a préparé « sa » rentrée (lire ci-dessous). Et a façonné à vitesse grand V l'école telle qu'Emmanuel Macron l'avait envisagée dans son programme présidentiel. Mise en place des CP dédoublés dans les écoles les plus défavorisées (REP+) et possibilité de retour à la semaine de quatre jours d'école (37 % des communes l'ont fait) donc, mais aussi assouplissement de la réforme du collège : la rentrée scolaire, préparée par son prédécesseur Najat Vallaud-Belkacem, a été largement réécrite.

**Une « école de la confiance »**

« Ce que nous disons, nous le faisons », se félicite Jean-Michel Blanquer en citant les promesses de campagne d'Emmanuel Macron sur les rythmes scolaires, le collège ou le CP. Jean-Michel Blanquer est « un formidable ministre de l'Éducation nationale », approuve le chef de l'État. Mais Jean-Michel Blanquer peut-il bâtir l'« école de la confiance » – qu'il ne cesse d'appeler de ses vœux – sans l'appui des syndicats, ou tout au moins de quelques-uns d'entre eux ? Le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU, a déjà lancé « un avertissement » au minis-

tre. Le SE-UNSA a critiqué un ministre qui, « bien qu'il s'en défende, veut à tout prix marquer la rupture, alors que l'éducation a besoin de sérénité et de continuité ». C'est « un ministre hyperpolémique » et amateur de « provocations », qui « passe son temps à ressusciter des idées du passé », critique le SE-UNSA. Tandis que le principal syndicat du secondaire, le SNES-FSU, s'inquiète de sa « fétichisation des neurosciences ». « A ce rythme-là, Jean-Michel Blanquer va réussir le tour de force d'avoir toute l'intersyndicale contre lui », grince un responsable syndical. Qui s'interroge sur sa capacité à faire passer ses réformes dans ces conditions. « Les forces du scepticisme sont déjà bien en route à cette rentrée », a répliqué la semaine dernière le ministre de l'Éducation. Il parie sur « le désir de changement des professeurs » et leur « potentiel réformateur très important », à condition qu'ils soient « acteurs du changement » et ne subissent pas « des injonctions verticales incompréhensibles ».

Emmanuel Macron et Jean-Michel Blanquer sont à Forbach (Moselle), lundi, pour vanter les mérites des CP dédoublés qui doivent assurer « 100 % de réussite au CP ». Les syndicats ont été explicitement priés de ne pas s'y rendre, afin de rester à bonne distance d'une opération de communication bien huilée. ■



Stéphane Audras/REA

Le redéploiement des postes de maîtres supplémentaires pour alimenter les classes de CP dédoublées suscite des critiques.